

Le 2 mai 2018

Perspectives économiques et budgétaires du BRF pour le printemps 2018

Déclaration aux médias

Bonjour,

Je m'appelle David Wake et j'occupe le poste de directeur de la responsabilité financière intérimaire de l'Ontario.

Je veux d'abord souligner que Peter Weltman a été nommé comme nouveau directeur de la responsabilité financière de l'Ontario et qu'il entrera en fonction le 7 mai. J'ai hâte de travailler avec lui comme collègue fonctionnaire de l'Assemblée législative de l'Ontario, et de l'épauler dans son nouveau mandat important.

Le Bureau de la responsabilité financière a publié aujourd'hui ses Perspectives économiques et budgétaires semestrielles, qui rendent compte de ses prévisions concernant la tenue de l'économie et de son évaluation des perspectives budgétaires de la province. Le rapport est fondé sur les données économiques les plus récentes ainsi que sur les données budgétaires révisées du budget de l'Ontario 2018.

La semaine dernière, le Bureau de la vérificatrice générale a publié son examen du rapport préélectoral du gouvernement.

La vérificatrice générale y conclut que le rapport préélectoral ne constitue pas un exposé raisonnable des finances provinciales, car il sous-estime grandement les dépenses réelles du gouvernement.

En corrigeant ces sous-estimations, la vérificatrice générale évalue le déficit budgétaire à près de 12 G\$ par année en moyenne pour les trois prochaines années.

Le nouveau rapport du BRF adopte une approche analytique différente de celle de la vérificatrice générale, mais aboutit aux mêmes prévisions, soit des déficits budgétaires d'environ 12 G\$ par année pour les trois prochaines années.

Si les prévisions du déficit par le BRF correspondent à celles de la vérificatrice générale, le rapport du BRF contient aussi plusieurs autres observations importantes.

Je vais maintenant demander à David West, économiste en chef du BRF, de présenter quelques-uns des principaux constats du rapport.

Merci, Monsieur le Commissaire.

J'aimerais parler de trois grandes conclusions de notre analyse.

D'abord, le BRF s'attend à une aggravation rapide du déficit budgétaire de l'Ontario, qui devrait atteindre près de 12 G\$ pour l'exercice en cours, contre environ 4 G\$ en 2017.

L'augmentation du déficit de cette année s'explique par la hausse des dépenses prévue dans le budget de 2018, combinée à une faible augmentation des revenus.

Notons que, selon l'analyse du BRF, le budget de l'Ontario était déjà déficitaire avant même le dépôt du budget de 2018.

En effet, avant le dépôt du budget, l'Ontario s'exposait à un déficit d'environ 8 G\$ pour l'exercice en cours, essentiellement à cause d'un ralentissement de la croissance des revenus. Les dépenses considérables des initiatives prévues dans le budget ont fait augmenter ce déficit existant de 4 G\$.

Le deuxième point à retenir de notre rapport concerne le caractère raisonnable du plan de redressement financier du gouvernement, qui propose d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2024.

Le plan donne peu de détails sur les politiques que le gouvernement compte adopter, mais il suppose une baisse marquée de la croissance annuelle des dépenses, qui devrait passer d'environ 4 % par année à seulement 2 % à partir de 2021.

Il serait possible d'atteindre l'équilibre budgétaire d'ici 2025 en limitant sérieusement la croissance des dépenses, pour la garder en deçà du rythme de l'inflation et de l'accroissement de la population. Cependant, le plan du gouvernement

suppose que la province trouvera les moyens de diminuer ses dépenses de 15 G\$ d'ici 2025, soit à peu près l'équivalent de 8 % des dépenses de programmes. Des compressions d'une telle ampleur représentent un défi de taille.

Pour terminer, le budget de 2018 retarde le redressement du déficit, ce qui augmente considérablement la dette accumulée, au moment même où les changements démographiques exerceront des pressions budgétaires accrues.

D'ici 2020, la dette nette de l'Ontario grimpera de près de 70 G\$, et atteindra presque 400 G\$. Cette dette supplémentaire fera grimper le ratio de la dette au PIB de la province à 42 % en 2020, contre environ 39 % l'an dernier.

Le budget de 2018 ne mentionne pas l'ancienne cible de réduction du ratio de la dette au PIB du gouvernement, qui voulait le ramener à 35 % d'ici 2023. Or, même en limitant considérablement les dépenses comme le prévoit le plan du gouvernement, la province ratera d'une bonne marge sa cible prudente de dette au PIB.

Le plan de redressement financier du gouvernement fait passer le fardeau de l'élimination des déficits budgétaires des épaules des contribuables d'aujourd'hui à celles des jeunes Ontariens. C'est sans compter que la dette supplémentaire limite la marge de manœuvre du gouvernement en cas de crise, comme une récession.

Les autres solutions pour réduire le déficit et le fardeau de la dette comportent aussi des compromis délicats. Une hausse

des revenus, par exemple, réduirait l'argent que les ménages peuvent dépenser et que les entreprises peuvent investir, ce qui ralentirait la croissance économique.

Toutefois, le maintien des restrictions risque de devenir plus difficile dans les prochaines années, car le gouvernement freine la croissance des dépenses depuis 2010, et de nombreux services publics subissent déjà des pressions budgétaires.

Merci.

Nous répondrons avec plaisir à vos questions.

-- Sous réserve de modifications --